

ÉLECTIONS EUROPÉENNES J-3

# UN PRÊT INÉDIT POUR TROIS BAILLEURS

**BRENOUILLE** S'estimant lésés par l'Etat, trois offices HLM de Picardie ont obtenu un prêt de la Banque européenne d'investissement. Une première en France.

## LES FAITS

- **En France métropolitaine**, les élections européennes auront lieu le dimanche 26 mai.
- **34 listes** de 79 candidats ont été validées pour ce scrutin, ce qui constitue un record.
- **Par rapport** aux élections de 2014, le principal changement est la suppression des circonscriptions interrégionales au profit d'un retour à des listes nationales.

Le financement de l'Europe est intervenu à point nommé», se félicite Kristine Foyart, maire de Brenouille (Oise). Aucun de ses collègues en France ne peut en dire autant sur le même sujet ! Pour la première fois, à Brenouille (2 100 habitants), la Banque européenne d'investissement (BEI) a prêté son concours pour un programme d'habitat social de cinquante logements mené par l'office Oise-Habitat. S'il ne s'agit que d'un million sur un coût estimé de presque huit, celui-ci n'est qu'une petite partie d'un prêt exceptionnel qui s'élève à 16 millions pour Oise-Habitat ; 107 millions pour quatre bailleurs de la région, l'Opac d'Amiens, l'Opal de l'Aisne et Reims-Habitat étant les trois autres bénéficiaires.

**« Aujourd'hui c'est l'Europe qui nous montre toute son efficacité sur une action ciblée dans les territoires »**

Bernard Domart, Oise-Habitat

« Sans l'intervention de la BEI, nous n'aurions pas pu démarrer ce projet avant au moins deux ou trois ans », confirme Bernard Domart, directeur général de Oise-Habitat. La faute à la Réduction de loyer de solidarité (RLS). Voté dans le cadre de la loi de finances 2018, ce dispositif a eu pour effet de diminuer le loyer des familles les plus modestes, moyen-



Le site en construction où sera implanté le nouveau lotissement financé avec l'aide de la Banque européenne d'investissement (BEI).

nant une baisse de l'Aide personnalisée au logement (APL) versée par l'État. « L'État nous demande de contribuer à l'effort de diminution de la dette publique », constate Bernard Domart, alors que selon leurs dirigeants les ressources des offices ont sévèrement chuté, obérant du même coup leur capacité d'autofinancement. Deuxième bailleur de l'Oise et troisième en Picardie, Oise-Habitat affirme que la RLS lui a déjà coûté 2,2 millions en 2018. « Les demandes explosent. Nous gérons une incroyable frustration. Mais nos capacités d'investissement ont été divisées par trois », souffle également ce bon connaisseur du dossier. Concrètement, l'office ne construira cette année que 130 logements, contre 250 chaque année avant le changement des règles du jeu. À lui

seul, Oise-Habitat regroupe pourtant 15 000 des demandes de logements restées sans réponse dans le département (plus de 20 000).

## QUATRE ET BIENTÔT CINQ OFFICES MAIN DANS LA MAIN

« Aujourd'hui c'est l'Europe qui nous montre toute son efficacité sur une action ciblée dans les territoires », constate cependant Bernard Domart. Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, quatre offices – donc Oise Habitat, l'Opac d'Amiens, Reims-Habitat et l'Opal de l'Aisne – décident de former un groupement d'intérêt général (GIE). Baptisé Canopée, le réseau a pour ambition de mutualiser ses moyens en vue de faire des économies d'échelle. Mais pas seulement. Très vite, les quatre bailleurs demandent une aide d'urgence à la BEI. Ils ont la surprise de voir leur

requête aboutir pour un prêt de 107 millions. Une somme qui devrait permettre la réalisation de 1 300 nouveaux logements et 4 200 réhabilitations thermiques. S'il s'agit bien d'un prêt (taux fixe) que les offices devront rembourser, ils vont bénéficier de quatorze années de différé de remboursement du capital. « Nous avons provoqué une prise de conscience », estime Bernard Domart. Selon lui, le financeur historique du logement, la Caisse des Dépôts, voudrait d'ailleurs ouvrir une plate-forme financière avec justement des fonds européens. À eux quatre, les offices de Canopée pèsent 52 000 logements. Bientôt 56 000, car l'OPSOM (en phase de fusionner avec l'OPAC) les rejoindra prochainement. ■ P.M.



Suite de nos pages spéciales élections européennes, mêlant angles régionaux et problématiques plus générales avant le scrutin de dimanche.

## MACRON APPELLE À LA MOBILISATION GÉNÉRALE

Emmanuel Macron a appelé à « la mobilisation générale » en Conseil des ministres pour convaincre les électeurs de voter dimanche. Le chef de l'Etat a voulu « montrer à quel point c'était important que nos concitoyens se mobilisent dans le cadre de cette élection parce que son impact sur notre vie quotidienne, mais aussi sur l'avenir de la France à l'intérieur de l'Union européenne est évidemment décisif », selon la porte-parole du gouvernement. Les derniers sondages publiés donnent la liste de la majorité présidentielle derrière celle du Rassemblement national de Marine Le Pen.

## BENOÎT HAMON « TIRERA LES LEÇONS D'UN ÉCHEC »

Benoît Hamon, tête de liste de Génération.s, a annoncé qu'il « tirerait les leçons d'un deuxième échec majeur au suffrage universel s'il n'est pas élu dimanche. « Je veux le dire aux électeurs et notamment aux indécis : si je ne passe pas les 5%, les idées que j'ai défendues, le revenu universel, la taxe sur les robots, la transition écologique telle que je l'ai défendue avec la justice sociale, ces idées s'évanouiront aussi », a affirmé l'ancien candidat à la présidentielle.